

Conférence des médias
L'économie dit non à l'initiative sur les vacances
Mardi 21 février 2012

Le discours prononcé fait foi

L'initiative menace la place économique suisse et l'emploi

Gerold Bühler, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Un vent mauvais souffle sur l'économie suisse. Pratiquement pas un jour ne passe sans que les médias ne parlent de mesures urgentes pour sauver l'euro, de dettes publiques abyssales, du chômage et de la situation préoccupante des jeunes face à l'emploi dans de nombreux pays d'Europe.

Jusqu'à maintenant, la Suisse a étonnamment bien résisté à la crise. Notre économie est solide et témoigne d'une bonne capacité d'adaptation en comparaison internationale. Cela n'est pas dû au hasard. Mis à part un tissu économique très diversifié composé aussi bien de petites et moyennes entreprises que de grandes multinationales, notre pays offre en effet des conditions-cadres attrayantes, notamment une imposition modérée, une sécurité juridique élevée, des marchés ouverts, une administration en comparaison moins bureaucratique, d'excellentes infrastructures et une grande capacité d'innovation. Le droit du travail libéral et la tradition bien établie d'un partenariat social entre employeurs et salariés ont également contribué à son développement. Le partenariat social s'est justement révélé particulièrement précieux durant les périodes économiques difficiles. Dans de nombreuses branches et entreprises, des mesures limitées dans le temps ont ainsi pu être engagées afin de renforcer nos entreprises. Ces mesures ont également contribué à préserver des emplois. L'initiative sur les vacances est une attaque frontale contre un modèle qui a fait ses preuves.

L'initiative sur les vacances nuirait à maints égards à l'économie suisse et aux salariés :

- La Suisse se retrouverait du coup avec un droit minimum de six semaines de vacances inscrit dans la Constitution et figurerait ainsi dans le peloton de tête du classement des congés payés.
- Davantage de vacances avec un salaire inchangé – cela a un coût. Selon les calculs du Conseil fédéral, une semaine de vacances supplémentaires entraînerait une augmentation de 2 % des charges salariales, ce qui représente quelque 6,3 milliards de francs par an. Ce surcoût devrait être supporté par les entreprises suisses et les employeurs du secteur public, alors que les coûts salariaux sont déjà les plus élevés au monde en Suisse.

- Une augmentation des coûts du travail nuirait gravement à la compétitivité de nos entreprises dans un contexte justement déjà très difficile. La Suisse perdrait en outre une partie de son attrait dans la concurrence mondiale entre les sites d'implantation. Or, les entreprises internationales sont extrêmement importantes pour l'économie helvétique. Les entreprises internationales suisses et étrangères génèrent 34% de notre produit intérieur brut, ce qui est loin d'être négligeable. Elles contribuent à la capacité d'innovation et assurent de nombreux emplois. Ces dernières années, les PME très spécialisées de l'industrie de sous-traitance ont largement profité des commandes des entreprises internationales.
- Aujourd'hui, les entreprises suisses sont déjà pénalisées par la surévaluation du franc. Une augmentation des coûts du travail réduirait aussi les chances de la Suisse dans la concurrence pour attirer de nouvelles entreprises ou encourager la création d'entreprises. Or, c'est justement ce dont nous avons besoin. Ces dernières décennies, les nouvelles entreprises ont largement contribué à la croissance et à la prospérité de la Suisse, sans parler des recettes fiscales substantielles qu'elles ont générées. Les entreprises multinationales sont flexibles dans le choix de leurs sites d'implantation, elles investissent et s'installent là où les conditions sont les plus favorables. Un exemple : où une entreprise s'installerait-elle si elle avait le choix entre la Suisse et un pays offrant des conditions similaires, sachant que les coûts salariaux sont plus élevés en Suisse et qu'il faudra s'accommoder d'un droit minimal aux vacances de 6 semaines ? En cas d'acceptation de l'initiative sur les vacances, les probabilités seraient grandes que les entreprises n'optent pas pour la Suisse, mais pour un pays où les salaires sont moins élevés et la réglementation des vacances moins contraignante. L'un des corollaires serait la perte d'emplois.
- L'initiative sur les vacances nuit particulièrement aux petites et moyennes entreprises qui emploient moins de 250 collaborateurs. Les PME sont l'épine dorsale de l'économie et représentent 99,7 % des entreprises suisses. Elles seraient les grandes perdantes, car l'initiative les toucherait doublement : le départ de grandes entreprises ou d'entreprises internationales priverait l'industrie de sous-traitance de ses moyens d'existence. Si les entreprises locales ne peuvent plus produire à des conditions concurrentielles – je pense en particulier à l'industrie d'exportation pénalisée par le franc fort – une délocalisation à l'étranger serait inévitable. Pour des raisons de coûts, on peut aussi s'attendre à ce que les sous-traitants achètent davantage de biens et de services à l'étranger à des prix plus compétitifs au lieu de travailler comme jusqu'ici avec les PME indigènes. Il faut absolument éviter de tomber dans ce cercle vicieux.

Les auteurs de l'initiative estiment plus important d'allonger le droit légal aux vacances que de préserver la place économique suisse et les réglementations sectorielles du temps de travail qui ont fait leurs preuves. La négociation du droit aux vacances par les partenaires sociaux et la flexibilité qui en résulte sont des atouts que l'on envie à la Suisse loin à la ronde. En tant que pays pauvre en matières premières, la Suisse doit prendre soin de sa principale source de richesse – la main d'œuvre humaine. Nous ne pouvons pas nous permettre d'affaiblir notre place économique. La qualité des conditions-cadres offertes sera déterminante pour le développement futur de notre économie. Ces conditions-cadres ont une influence considérable sur les entreprises implantées dans notre pays et constituent la condition aussi bien pour de nouveaux investissements que pour la création d'emplois. Nous ne devons pas perdre de vue que nous occupons encore une position enviable dans le classement international de la compétitivité et de la capacité d'innovation.

L'initiative sur les vacances met inutilement en jeu l'un de nos atouts dans la concurrence internationale. C'est pourquoi je voterai CONTRE l'initiative sur les vacances le 11 mars prochain.